

MARCHES PUBLICS DE TRAVAUX

<p>CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (commun à tous les lots) (C.C.A.P.)</p>
--

*La procédure de consultation est le marché à procédure adaptée selon les articles R2123-1
et R2123-4 du Code de la Commande publique*

Maître de l'ouvrage :

**INSTITUT NATIONAL DE RECHERCHE POUR L'AGRICULTURE,
L'ALIMENTATION ET L'ENVIRONNEMENT**

Etablissement public de l'Etat à caractère Scientifique et Technologique

Réalisation de :

<p>Travaux de rénovation du bâtiment 024 pour le Centre INRAE PACA – Site d'Avignon</p>
--

**Centre de Recherches de INRAE PACA – Site d'Avignon
228 route de l'Aérodrome
Domaine St Paul – Site Agroparc
CS 40509
84914 AVIGNON Cedex 9**

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

SOMMAIRE

ARTICLE PREMIER - OBJET DU MARCHÉ - DISPOSITIONS GENERALES	3
1.1 - Objet du marché - Emplacement des travaux - Domicile de l'entrepreneur	3
1.2 - Tranches et lots	3
1.3 - Travaux intéressant la défense	3
1.4 - Contrôle des prix de revient	3
1.5 - Maîtrise d'œuvre	4
1.6 - Ordonnancement, Pilotage, Coordination (O.P.C.)	4
1.7 - Contrôle technique	4
1.8 - Coordination Sécurité	4
ARTICLE 2 - PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ	4
ARTICLE 3 - PRIX ET MODE D'EVALUATION DES OUVRAGES - VARIATION DANS LES PRIX - REGLEMENT DES COMPTES	5
3.1 - Répartition des paiements	5
3.2 - Répartition des dépenses communes de chantier	5
3.3 - Contenu des prix - Mode d'évaluation des ouvrages et de règlement des comptes - Travaux en régie	6
3.4 - Variation dans les prix	6
3.5 - Paiement des sous-traitants	7
3.6 - Modalités et délais de règlement	8
ARTICLE 4 - DELAI D'EXECUTION - PENALITES ET PRIMES	9
4.1 - Délai d'exécution des travaux	9
4.2 - Prolongation des délais d'exécution propres aux différents lots	10
4.3 - Pénalités et retenues pour retard	10
4.4 - Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux	11
4.5 - Délai et retenues pour remise des documents fournis après exécution	11
4.6 - Suspension des travaux en cas de circonstances imprévisibles	11
ARTICLE 5 - CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE	11
5.1 - Retenue de garantie	11
5.2 - Avance	12
5.3 - Avances sur matériels	12
ARTICLE 6 - PROVENANCE, QUALITE, CONTROLE ET PRISE EN CHARGE DES MATERIAUX ET PRODUITS	12
6.1 - Provenance des matériaux et produits	12
6.2 - Mise à disposition de carrières ou lieux d'emprunt	12
6.3 - Caractéristiques, qualités, vérifications des matériaux et produits	12
6.4 - Prise en charge, manutention et conservation par l'entrepreneur des matériaux et produits fournis par le maître de l'ouvrage	13
ARTICLE 7 - IMPLANTATION DES OUVRAGES	13
ARTICLE 8 - PREPARATION, COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX	13
8.1 - Période de préparation - Programme d'exécution des travaux	13
8.2 - Plans d'exécution et de synthèse, études d'exécution	13
8.3 - Hygiène et sécurité des chantiers	14
ARTICLE 9 - CONTROLES ET RECEPTION DES TRAVAUX	14
9.1 - Essais et contrôles des ouvrages	14
9.2 - Réception et garantie	14
9.3 - Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrages	14
9.4 - Documents fournis après exécution	14
9.5 - Délais de garantie	15
9.6 - Assurances	15
ARTICLE 10 - CONFIDENTIALITE DES DOCUMENTS	15
ARTICLE 11 - DONNEES PERSONNELLES DANS LE CADRE DE LA GESTION DE LA RELATION CONTRACTUELLE	15
ARTICLE 12 - DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX	15

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

ARTICLE PREMIER - OBJET DU MARCHE - DISPOSITIONS GENERALES

1.1 - Objet du marché - Emplacement des travaux - Domicile de l'entrepreneur

Les stipulations du présent cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.) concernent chacun des marchés relatifs aux travaux suivants :

Travaux de rénovation du bâtiment 024 pour le Centre INRAE PACA - Site d'Avignon

sur le site du Centre INRAE PACA - 228 Route de l'Aérodrome - Domaine St Paul - Site Agroparc - 84914 AVIGNON Cedex 9

La description des ouvrages et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.).

1.2 - Tranches et lots

Les travaux sont divisés en 2 tranches :

- 1 tranche ferme concernant tous les lots

Les travaux sont répartis en 7 lots traités par marché séparé et définis comme suit :

N° du lot	Description du lot
01	Gros Œuvre
02	Serrurerie
03	Menuiseries extérieures et intérieures
04	Cloisons - Doublages - Faux-plafonds - Peinture
05	Revêtement de sol et mur
06	Chauffage - Plomberie
07	Electricité

- 1 tranche optionnelle concernant les lots 01 : Gros Œuvre et 02 : Serrurerie.

Le délai limite de notification de la tranche optionnelle est un an à compter de la date de l'ordre de service de démarrage. Il n'est prévu aucune indemnité dans le cas où la tranche optionnelle ne serait pas affermée.

1.3 - Travaux intéressant la défense

Sans objet.

1.4 - Contrôle des prix de revient

Sans objet.

1.5 - Maîtrise d'œuvre

La maîtrise d'œuvre est assurée par **l'Atelier d'Architecture AVINAIN**, chargé d'une mission de base *étendue à la mission OPC*.

Catherine AVINAIN – Architecte DE – HMONP
56 Rue Limas - 84000 AVIGNON
Courriel : contact@avinain-architecte.fr

Monsieur Christophe VILANA – EGC
11 boulevard de la Magnanerie – 30400 VILLENEUVE LES AVIGNON
Courriel : contact@christophevilana-egc.fr

La maîtrise d'œuvre émet tous les ordres de services qui sont validés par le maître d'ouvrage et les adresse aux titulaires à l'exception de ceux indiqués ci-dessous qui sont envoyés aux titulaires par le Maître d'Ouvrage :

- L'ordre de service de démarrage de la période de préparation du chantier
- Les ordres de service entraînant une modification des conditions d'exécution du marché notamment en termes de délai d'exécution et de montant

1.6 - Ordonnancement, Pilotage, Coordination (O.P.C.)

La mission d'Ordonnancement, Pilotage et Coordination de chantier sera assurée par :
EGC - Monsieur Christophe VILANA –
11 boulevard de la Magnanerie – 30400 VILLENEUVE LES AVIGNON
Courriel : contact@christophevilana-egc.fr

1.7 - Contrôle technique

Le contrôle technique sera désigné ultérieurement.

1.8 - Coordination Sécurité

Un coordonnateur en matière de sécurité et protection de la santé sera désigné ultérieurement, pour les phases conception et réalisation, par le Maître d'ouvrage.

ARTICLE 2 - PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

Les pièces constitutives du marché sont les suivantes par ordre de priorité :

a) Pièces particulières :

- ✓ Acte d'engagement (AE).
- ✓ Présent cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.) commun à tous les lots.
- ✓ Calendrier prévisionnel d'exécution, visé à l'article 4.1.1 du dit cahier.
- ✓ Calendrier détaillé d'exécution, visé à l'article 4.1.2 dudit cahier.
 - ✓ Cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.) comprenant une partie commune à tous les lots et une partie propre à chacun d'entre eux, assorti des documents listés figurant dans le document « AO-Page de garde et Sommaire DCE »
- ✓ PGCSPS
- ✓ Offre technique
- ✓ Décomposition du prix global forfaitaire (DPGF)

b) Pièces générales :

Les documents applicables sont ceux en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix, tel que ce mois est défini au 3.4.2.

- ✓ Cahier des Clauses Techniques Générales (C.C.T.G.) applicables aux marchés publics de travaux de génie civil.
- ✓ Cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de travaux (CCAG) du 30 mars 2021.

ARTICLE 3 - PRIX ET MODE D'EVALUATION DES OUVRAGES - VARIATION DANS LES PRIX - REGLEMENT DES COMPTES

3.1 - Répartition des paiements

L'acte d'engagement de chaque lot indique ce qui doit être réglé respectivement à l'entrepreneur titulaire de ce lot et à ses sous-traitants.

3.2 - Répartition des dépenses communes de chantier

3.2.1 - Dépenses communes de chantier :

Voir le document A6 – Répartition des charges communes de chantier, document joint dans le DCE.

3.2.2 - Dépenses d'entretien :

Les dépenses d'entretien des installations indiquées ci-dessus au 3.2.1 sont réputées rémunérées par les prix du lot correspondant.

Pour le nettoyage du chantier :

- chaque entrepreneur doit laisser le chantier propre et libre de tous déchets pendant et après l'exécution des travaux dont il est chargé. En cas de non-respect par l'entrepreneur des consignes de nettoyage, le maître d'œuvre se réserve la possibilité de faire effectuer le nettoyage par un tiers aux frais de l'entrepreneur.

- chaque entrepreneur a la charge de l'évacuation de ses propres déblais, aucune benne ne sera mise à disposition.

- chaque entrepreneur a la charge du nettoyage, de la réparation et de la remise en état des installations qu'il aura salies ou détériorées.

- Tri sélectif des déchets

Les entreprises s'engagent à respecter les modalités du tri suivant la classification des déchets ; par le tri de leur déchet.

3.2.3 - Dépenses diverses :

Voir le document A6 – Répartition des charges communes de chantier, document joint au CCTP

3.2.4 - Facilités données par le Maître d'ouvrage :

Une zone de stockage sera définie au démarrage du chantier en coordination avec le Maître d'ouvrage et le Maître d'œuvre.

Les installations et fluides désignés dans le document A6 du DCE sont à la disposition des entrepreneurs pour l'exécution des travaux dans les conditions suivantes :

⇒ voie d'accès : **228 route de l'Aérodrome** – Domaine St Paul – Site Agroparc – 84914 AVIGNON

Pour information, le site est accessible par des barrières qui sont ouvertes, les jours ouvrés, de 8h30 à 16h30. En dehors de ces horaires, l'accès pourra être autorisé par le maître d'ouvrage.

3.3 - Contenu des prix - Mode d'évaluation des ouvrages et de règlement des comptes – Travaux en régie

3.3.1 - Modalités d'établissement des prix :

Les prix du marché sont hors T.V.A. et sont établis :

- en tenant compte des sujétions qu'est susceptible d'entraîner l'exécution simultanée des différents lots visés au 1.2 ci-dessus ;
- en tenant compte des dépenses communes de chantier, mentionnées au 3.2 ci-dessus ;

3.3.2 - Caractéristique des prix pratiqués :

Les ouvrages ou prestations faisant l'objet du marché seront réglés par un prix global forfaitaire.

3.3.3 - Documents concernant les prix à fournir au début des travaux :

Sans objet.

3.3.4 - Travaux en régie :

Sans objet.

3.3.5 - Prestations comportant un délai important de fabrication ou de stockage en usine :

Sans objet.

3.3.6 - Approvisionnements :

Sans objet.

3.4 - Variation dans les prix

Les répercussions sur les prix du marché des variations des éléments constitutifs du coût des travaux sont réputées réglées par les stipulations ci-après :

3.4.1 - Type de variation des prix :

Les prix sont révisables suivant les modalités fixées ci-dessous.

3.4.2 - Mois d'établissement des prix du marché :

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois précédent la date limite de réception des offres ; ce mois est appelé "mois zéro".

3.4.3 - Choix des index de référence :

Les index de référence I choisis en raison de leur structure pour la révision des prix des travaux sont les suivants, dans l'ordre des lots :

Lot 01	Gros Oeuvre	<i>BT 03 Maçonnerie</i>
Lot 02	Serrurerie	<i>BT 42 Menuiserie en acier et serrurerie</i>
Lot 03	Menuiseries extérieures et intérieures	<i>BT 19b Menuiserie extérieure, BT 18a : Menuiserie intérieure</i>
Lot 04	Cloisons-Doublages-Faux plafonds - Peinture	<i>BT 08 Plâtre et préfabriqués, BT 46 Peinture, tenture, revêtements muraux</i>
Lot 05	Revêtement de sol et mur	<i>BT 10 Revêtements en plastique</i>
Lot 06	Chauffage - Plomberie	<i>BT 38 Plomberie- sanitaire, BT 41 Ventilation et conditionnement d'air</i>
Lot 07	Electricité	<i>BT 47 Électricité</i>

3.4.4 - Modalités de variation des prix :

La révision est effectuée par application de la formule suivante :

Le coefficient de révision « Cn » applicable pour le calcul de l'acompte du mois « n » est donné par la formule suivante :

$$C_n = 0.15 + 0.850 \frac{(I_n)}{I_0}$$

I₀ et I_n sont les valeurs prises par l'index de référence I du marché respectivement au mois zéro et au mois « n » d'exécution des prestations.

3.4.5 - Variations des frais de coordination :

Sans objet.

3.4.6 - Révision provisoire :

Aucunes révisions provisoires ne seront effectuées. Seules les révisions définitives seront calculées.

3.4.7 - Application de la taxe à la valeur ajoutée :

Les montants des sommes versées aux entrepreneurs sont calculés en appliquant les taux de T.V.A. en vigueur lors de l'établissement des pièces de paiement. Ces montants sont éventuellement rectifiés en vue de l'établissement du décompte général en appliquant les taux de TVA en vigueur lors des encaissements.

3.5 - *Paiement des sous-traitants*

3.5.1 - Désignation de sous-traitants en cours de marché :

L'avenant ou l'acte spécial précise tous les éléments relatifs à la sous-traitance.

Il indique en outre pour les sous-traitants à payer directement :

- les renseignements mentionnés à l'article 3.6.1.2 du C.C.A.G. travaux
- la personne habilitée à donner les renseignements en matière de nantissement et de cession de créances.
- le comptable assignataire des paiements.
- le compte à créditer.

3.5.2 - Modalités de paiement direct :

Pour les sous-traitants, le titulaire joint en double exemplaire au projet de décompte une attestation indiquant la somme à régler par le maître de l'ouvrage à chaque sous-traitant concerné. Cette somme tient compte d'une éventuelle révision des prix prévue dans le contrat de sous-traitance et inclut la T.V.A.

3.6- Modalités et délais de règlement

Les sommes dues en exécution du marché seront payées par virement administratif dans un délai maximum de 30 jours à compter de la date de réception du décompte par le maître d'œuvre.

En cas de versement d'intérêts moratoires, le taux est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliqué par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points. Une indemnité forfaitaire de 40 € correspondant aux frais de recouvrement sera versée en cas de retard de paiement des sommes dues.

Les demandes de paiement, accompagnées d'un RIB ou RIP, doivent respecter les dispositions des articles 289-0 et 289 du Code Général des Impôts (CGI) et comporter, outre les mentions exigées par l'article 242 nonies. A de l'annexe 2 du CGI, les références du marché.

Conformément à la loi n°2014-1 du 3 janvier 2014 sur la simplification de la vie des entreprises et l'ordonnance n°2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique, le titulaire ainsi que, le cas échéant, ses cotraitants et ses sous-traitants concernés, doivent transmettre leurs demandes de paiement sur le portail mutualisé de l'Etat Chorus Pro <https://chorus-pro.gouv.fr>.

A l'heure actuelle, la transmission par le créancier de sa demande de paiement ne peut être prise en compte par INRAE que par dépôt au format PDF.

Conformément aux dispositions de l'article 4.1 du décret n°2016-1478 du 2 novembre 2016 relatif au développement de la facturation électronique, l'utilisation du portail de facturation est exclusive de tout autre mode de transmission.

Gestion des décomptes :

La présentation des projets de décompte devra scrupuleusement respecter le cadre de décomposition du prix global et forfaitaire avec mention des éléments suivants, portant :

- N° article ;
- Désignation ;
- Unité ;
- Quantité ;
- Prix unitaire ;
- Prix total ;
- % Avancement total ;
- % Avancement précédent ;
- % Avancement mois ;
- Montant du mois.

Toute situation présentée non conformément à ces dispositions fera l'objet d'un refus.

Les avances seront présentées au maître d'œuvre au plus tard le 25 de chaque mois par voie informatique.

Ces avances feront l'objet d'une validation ou demande de correction sous 5 jours.

Le Titulaire devra le cas échéant modifier ses avances et transmettre la situation validée avant la fin du mois d'exécution des prestations.

Facture validée par envoi électronique

Procédure :

1ère étape : Les entreprises sont invitées à ouvrir dans les plus brefs délais, un « compte » sur ce portail, sur lequel ils déposent les principales informations identifiant l'entreprise (raison sociale, forme juridique, SIRET...).

2nde étape : L'entreprise transmet pour visa sa facture au Maître d'Œuvre par courriel. Le Maître d'œuvre valide la facture et transmet à l'entreprise un certificat de paiement.

3eme étape : Ensuite, l'entreprise va directement déposer sa facture avec le certificat correspondant sur le portail Chorus Pro après s'être identifiée avec son login et son mot de passe. Il faudra saisir au départ le numéro d'engagement Chorus, qui figure sur la lettre de commande, puis suivre le menu déroulant pour déposer la facture.

ARTICLE 4 - DELAI D'EXECUTION - PENALITES ET PRIMES

4.1 - Délai d'exécution des travaux

4.1.1 - Calendrier prévisionnel d'exécution

Le délai d'exécution de l'ensemble des lots est fixé à l'article 3 de l'acte d'engagement.

Les délais d'exécution propres à chacun des lots s'insèrent dans ce délai, conformément au calendrier prévisionnel d'exécution.

L'ordre de service prescrivant à l'entrepreneur titulaire de commencer l'exécution des travaux lui incombant est porté à la connaissance à la première réunion de chantier et vaut démarrage des travaux.

4.1.2 - Calendrier détaillé d'exécution

4.1.2 a) Le calendrier détaillé d'exécution est établi par le maître d'œuvre et l'O.P.C. désignés par le maître d'ouvrage, après consultation des entrepreneurs titulaires des différents lots, dans le cadre du calendrier prévisionnel d'exécution cité au 4.1.1.

Le calendrier détaillé d'exécution distingue les différents ouvrages dont la construction fait l'objet des travaux. Il indique en outre pour chacun des lots :

⇒ la durée et la date probable de départ du délai d'exécution qui lui est propre ;

⇒ la durée et la date probable de départ des délais particuliers correspondant aux interventions successives de l'entrepreneur sur le chantier.

Après acceptation par les entrepreneurs, le calendrier détaillé d'exécution est soumis par le maître d'œuvre à l'approbation de la personne responsable des marchés dix jours au moins avant l'expiration de la période de préparation visée au 8.1 ci-après.

4.1.2 b) Le délai d'exécution propre à chacun des lots commence à la date d'effet de l'ordre de service prescrivant à l'entrepreneur concerné de commencer l'exécution des travaux lui incombant.

4.1.2 c) Au cours du chantier et avec l'accord des différents entrepreneurs concernés, le maître d'œuvre et l'O.P.C. peuvent modifier le calendrier détaillé d'exécution dans la limite du délai d'exécution de l'ensemble des lots fixé à l'article 3 de l'acte d'engagement.

4.1.2 d) Le calendrier détaillé visé au 4.1.2 a), éventuellement modifié comme il est indiqué au 4.1.2 c), est notifié par ordre de service à tous les entrepreneurs et devient pièce contractuelle.

4.2 - Prolongation des délais d'exécution propres aux différents lots

Par dérogation de l'article 18.2.3 du CCAG Travaux, aucune prolongation pour journée d'intempérie n'est à prévoir.

4.3 - Pénalités et retenues pour retard

4.3.1. Retard dans la remise des documents du dossier d'exécution

Les pénalités encourues pour retard dans la transmission des documents du dossier d'exécution sont égales à **150€ TTC** par jour. Par dérogation à l'article 19.3 du CCAG Travaux, elles sont applicables sans mise en demeure.

Les dispositions suivantes sont appliquées lot par lot en cas de retard dans l'exécution des travaux, comparativement au calendrier détaillé élaboré et éventuellement modifié comme il est indiqué au 4.1.2 a) et c) ci-dessus.

4.3.2 - Retard sur le délai d'exécution propre au lot considéré

Par dérogation à l'article 19.2.4 du CCAG Travaux, le titulaire de chaque lot s'engage à respecter le délai d'exécution propre à son lot tel que fixé à l'article 3 de l'acte d'engagement et au calendrier détaillé d'exécution sous peine d'encourir la pénalité journalière, sans mise en demeure, indiquée au 4.3.4. ci-après.

4.3.3 - Retard sur les délais particuliers correspondant aux interventions successives autres que la dernière de l'entrepreneur sur le chantier

Sur le simple fait de la constatation d'un retard par l'O.P.C. et le maître d'œuvre, l'entrepreneur encourt, par dérogation à l'article 19.2.4 du CCAG Travaux, la retenue journalière provisoire, sans mise en demeure, indiquée au 4.3.4 ci-après.

Cette retenue est transformée en pénalité définitive si l'une des deux conditions suivantes est remplie :

⇒ ou l'entrepreneur n'a pas achevé les travaux lui incombant dans le délai d'exécution propre à son lot,

⇒ ou l'entrepreneur bien qu'ayant terminé ses travaux a provoqué des retards dans le déroulement des marchés relatifs aux autres lots.

4.3.4 - Montant des pénalités par jour calendaire et retenues

Par dérogation à l'article 19.2.3 du CCAG Travaux, la pénalité est fixée à 200€ TTC par jour calendaire de retard.

4.3.5 - Absences et retards au rendez-vous de chantier

⇒ **50€ TTC** pour un retard supérieur à 1/2 heure,

⇒ **150€ TTC** pour une absence non excusée 24 H avant le rendez-vous de chantier.

4.3.6 - Plan Général de Coordination Sécurité et Protection de la Santé

En cas de non-respect des prescriptions du P.G.C.S.P.S., il sera appliqué à l'entrepreneur défaillant une pénalité, sans mise en demeure, d'un montant de 150 euros TTC par jour de retard par dérogation à l'article 19.3 du CCAG Travaux.

4.4 - Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux

Le repliement des installations de chantier et la remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier sont compris dans le délai d'exécution.

Quinze (15) jours avant la date de réception des ouvrages, l'entrepreneur devra avoir fini de procéder au dégagement, nettoyage et remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier.

En cas de retard, ces opérations seront faites aux frais de l'entrepreneur après mise en demeure par ordre de service sans préjudice, d'une pénalité journalière définie à l'article 4.3.4. ci-dessus.

4.5 - Délai et retenues pour remise des documents fournis après exécution

A la fin des travaux, à la date de réception des ouvrages, l'entrepreneur devra remettre au maître d'ouvrage :

- le **D.O.E (plans de récolement, notices d'entretien et d'utilisation, etc...)** en **2 exemplaires papier** et 1 support numérique.
- **Le Décompte Général et Définitif (DGD). L'entrepreneur dispose de 30 jours à compter de la date** de réception pour transmettre simultanément à la MOE et au MOA son projet de DGD.

En cas de retard dans la remise des documents à fournir après exécution par le ou les entrepreneurs et de retard pour les levées de réserves, une retenue égale à 150 euros TTC par jour de retard sera opérée sans mise en demeure par dérogation à l'article 19.3 du C.C.A.G. Travaux, sur les sommes dues à l'entrepreneur.

4.6 - Suspension des travaux en cas de circonstances imprévisibles

La suspension temporaire des travaux en cas de circonstances imprévisibles entraînant des surcoûts financiers sera justifiée par voie d'avenant.

4.7 - Clause de réexamen

En cas de circonstances exceptionnelles non prévisibles initialement dans le marché, celles-ci seront prises en compte par voie d'avenant.

ARTICLE 5 - CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE

5.1 - Retenue de garantie

Une retenue de garantie de 5% est appliquée, ou de 3% lorsque le titulaire est une PME, correspondant à chaque acompte prélevé par marché)

Cette retenue de garantie pourra être remplacée au gré du titulaire par une caution personnelle et solidaire dans les conditions prévues aux articles R.2191-36 à R.2191-42 du Code de la Commande Publique pendant toute la durée du marché.

La garantie est restituée à la suite d'une mainlevée délivrée par l'Administration dans le mois suivant l'expiration du délai de garantie.

5.2 - Avance

Pour les lots dont le montant initial en prix de base est au moins égal au seuil fixé par le Code de la Commande Publique pour le versement de l'avance, une avance sera versée à l'entrepreneur sauf indication contraire dans l'acte d'engagement.

Suivant les dispositions de l'article B.10.1 du CCAG Travaux, le montant de l'avance est égal à 10 % pour les PME et 5% pour les autres entreprises, du montant initial du marché (en prix de base) si le délai N d'exécution du marché exprimé en mois n'excède pas douze mois. Il est égal au produit de ces dix ou cinq pour cent (10 ou 5 %) par $\frac{12}{N}$ (N étant exprimé en mois)

si le délai N dépasse douze mois.

Le paiement de l'avance interviendra sans formalité dans le délai de 30 jours compté à partir de la date d'effet de l'acte portant commencement d'exécution du marché.

Aucune variation de prix ne sera appliquée au montant de l'avance.

Le remboursement de l'avance commencera lorsque le montant des prestations exécutées (travaux à l'entreprise et approvisionnement) qui figure à un décompte mensuel atteindra 65 % du montant initial du marché. Le remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

Ce remboursement devra être terminé lorsque le montant des prestations exécutées aura atteint 80 % du montant du marché.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants lorsque le montant des travaux dont ils sont chargés est au moins égal au seuil fixé par le Code de la Commande Publique pour le versement de l'avance.

Le versement de cette avance, dont le montant doit être au moins égal à 10 % pour les PME et 5% pour les autres entreprises, du montant des travaux sous-traités, et son remboursement, sont effectués à la diligence de l'entrepreneur ayant conclu le contrat de sous-traitance. Cet entrepreneur prend ce versement et ce remboursement en compte pour fixer le montant des sommes devant faire l'objet d'un paiement direct au sous-traitant.

5.3 - Avances sur matériels

Aucune avance sur matériels de chantier n'est versée à l'entrepreneur.

ARTICLE 6 - PROVENANCE, QUALITE, CONTROLE ET PRISE EN CHARGE DES MATERIAUX ET PRODUITS

6.1 - Provenance des matériaux et produits

Le C.C.T.P. fixe la provenance de ceux des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé à l'entrepreneur ou n'est pas déjà fixé par les pièces générales constitutives du marché ou déroge aux dispositions desdites pièces.

6.2 - Mise à disposition de carrières ou lieux d'emprunt

Sans objet.

6.3 - Caractéristiques, qualités, vérifications des matériaux et produits

Le CCTP précise quels matériaux produits et composants de construction feront l'objet de vérifications ou de surveillance de la fabrication, dans les usines, magasins et carrières de l'entrepreneur ou de sous-traitants et fournisseurs ainsi que les modalités correspondantes.

Sauf accord intervenu entre le maître d'œuvre et l'entrepreneur sur des dispositions différentes, les vérifications et la surveillance sont assurées par le maître d'œuvre.

6.4 - Prise en charge, manutention et conservation par l'entrepreneur des matériaux et produits fournis par le maître de l'ouvrage

Sans objet.

ARTICLE 7 - IMPLANTATION DES OUVRAGES

Sans objet

ARTICLE 8 - PREPARATION, COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX

8.1 - Période de préparation - Programme d'exécution des travaux

Il est fixé une période de préparation. Sa durée est de 1 mois à compter de l'émission de l'ordre de service de démarrage du chantier. Ce délai est compris dans le délai d'exécution des travaux.

Par dérogation à l'article 28.1 du CCAG Travaux, le titulaire est responsable des tâches à réaliser pendant la période de préparation.

Il est procédé, au cours de cette période, aux opérations énoncées ci-après, à la diligence respective des parties contractantes :

- par les soins du maître d'œuvre, de l'O.P.C. :

⇒ élaboration, après consultation des entrepreneurs, du calendrier détaillé d'exécution visé au 4.1.2 a) ci-dessus ;

⇒ achèvement par le maître d'œuvre des plans d'exécution, plans de synthèse et des études d'exécution (pour les prestations génie climatique, plomberie, sanitaire et fluides spécifiques).

- par les soins des entrepreneurs :

⇒ établissement et présentation au visa du maître d'œuvre du programme d'exécution des travaux, comprenant plans de détails, plans de chantier, notes de calcul, cahiers de documentation techniques et plus généralement, tous documents nécessaires à la compréhension des ouvrages qu'il envisage de réaliser.

⇒ présentation du projet des installations de chantier et des ouvrages provisoires prescrits par l'article 28.2 du C.C.A.G. Travaux.

⇒ établissement du Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé prévu par la loi n°93-1418 du 31/12/1993 modifiée.

8.2 - Plans d'exécution et de synthèse, études d'exécution

Les plans d'exécution, plans de synthèse et études d'exécution devront être visés par le contrôleur technique mentionné à l'article 1.7 du présent C.C.A.P. dans le cadre de sa mission.

8.3 - Hygiène et sécurité des chantiers

Il est rappelé aux entreprises l'obligation du respect des dispositions suivantes :

- Mise en place des principes généraux par référence au Code du Travail et à l'ensemble des textes réglementaires relatifs à l'hygiène et à la sécurité sur les chantiers de construction, conformément aux lois et décrets ci-après :

- * La loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993 modifiée sur les dispositions du Code du Travail applicables aux opérations de bâtiment et de génie civil en vue d'assurer la sécurité et de protéger la santé des travailleurs.
- * Le décret n° 94-1159 du 26 décembre 1994 relatif à l'intégration de la sécurité et à l'organisation de la coordination en matière de sécurité et de protection de la santé.

- Les mesures particulières ci-après sont à prendre par l'entrepreneur :

- installation de chantier et protections collectives (définies au CCTP et au Plan Général de Coordination)
- respect des mesures de coordination prises sur le Plan Général de Coordination (fourni au dossier de consultation).
- rédaction des Plans Particuliers de Sécurité et Protection de la Santé (P.P.S.P.S.) effectuée par les entreprises et à remettre au Coordinateur S.P.S. en deux exemplaires.
- remise par l'entrepreneur à la réception des ouvrages :
 - du D.O.E. (plans de récolement, notice d'entretien et d'utilisation). Ces dossiers seront remis au coordonnateur S.P.S. pour les annexer au Dossier d'Intervention Ulérieure sur l'Ouvrage (D.I.U.O.).

ARTICLE 9 - CONTROLES ET RECEPTION DES TRAVAUX

9.1 - Essais et contrôles des ouvrages

Les essais et contrôles des ouvrages ou parties d'ouvrages prévus par les fascicules du CCTG ou par le CCTP sont assurés par l'entrepreneur à la diligence du maître d'œuvre.

9.2 - Réception et garantie

La réception a lieu à l'achèvement de l'ensemble des travaux. Elle prend effet à la date de cet achèvement.

C'est le maître d'œuvre en coordination avec les entrepreneurs qui avise le représentant du pouvoir adjudicateur de la date à laquelle ces travaux sont ou seront considérés comme achevés.

Pour l'ensemble des lots, la réception est prononcée sous réserve de l'exécution concluante des prestations et des essais prévus au C.C.T.P.

9.3 - Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrages

Sans objet.

9.4 - Documents fournis après exécution

A la fin des travaux et au plus tard à la réception des ouvrages, l'entrepreneur devra remettre au maître d'œuvre pour vérification un exemplaire du projet de D.O.E. conformément aux dispositions du CCTP, notamment pour permettre le suivi de la réalisation des épreuves des lots techniques.

Le D.O.E. (plans de récolement, notices d'entretien et d'utilisation) sera fourni en 2 exemplaires papier et une version dématérialisée compatibles Autocad.

9.5 - Délais de garantie

Le délai de garantie de parfait achèvement est fixé à **12 (douze) mois à partir de la date d'effet de la réception des travaux.**

9.6 - Assurances

Dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, l'entrepreneur doit justifier qu'il est titulaire :

- d'une assurance garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des travaux.
- d'une assurance couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792 à 1792-2 et 2270 du Code civil.

ARTICLE 10 – CONFIDENTIALITE DES DOCUMENTS

Les informations figurants dans les comptes rendus de chantier sont confidentielles. Elles sont accessibles **uniquement aux parties participantes de l'opération.**

ARTICLE 11 – DONNEES PERSONNELLES DANS LE CADRE DE LA GESTION DE LA RELATION CONTRACTUELLE

Dans tous les cas, les parties s'engagent, dans le cadre de traitement de données à caractère personnel à des fins de gestion de la relation contractuelle et de l'exécution du présent contrat, à respecter le règlement européen EU 2016/679 (GDPR) du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données ainsi que les lois nationales applicables relatives à la protection des données à caractère personnel.

A des fins exclusives de gestion de la relation contractuelle et d'exécution du présent marché, les parties peuvent collecter, stocker, partager et traiter les données personnelles des personnes impliquées dans la gestion et l'exécution du présent marché telles que : nom, téléphone professionnel, adresse professionnelle, fonction, identifiants de connexion.

Les parties prendront toutes les mesures techniques et organisationnelles appropriées pour protéger et sécuriser ces données. Les parties mettront tout en œuvre pour empêcher tout traitement non autorisé ou illégal de ces données.

ARTICLE 12 - DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

La dérogation explicitée dans l'article désigné ci-après du C.C.A.P. est apportée à l'article suivant des documents et des normes françaises homologuées ci-après :

- ✓ l'article 4.2 du CCAP déroge à l'article 18.2.3 du C.C.A.G. Travaux
- ✓ l'article 4.3.1 du CCAP déroge à l'article 19.3 du C.C.A.G. Travaux
- ✓ l'article 4.3.2 du CCAP déroge à l'article 19.2.4 du C.C.A.G. Travaux
- ✓ l'article 4.3.3 du CCAP déroge à l'article 19.2.4 du C.C.A.G. Travaux
- ✓ l'article 4.3.4 du CCAP déroge à l'article 19.2.3 du C.C.A.G. Travaux
- ✓ l'article 4.3.6 du CCAP déroge à l'article 19.3 du C.C.A.G. Travaux
- ✓ l'article 8.1 du CCAP déroge à l'article 28.1 du C.C.A.G. Travaux

Fait à Avignon, le 29 juillet 2025

Dressé par le représentant du maître d'ouvrage,

Le Président du Centre de Recherche INRAE PACA